

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « 1926: British general strike ».

La traduction a été réalisée en juillet 2012 par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs). Le texte a été féminisé.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

1926: La grève générale britannique

Une courte histoire de la seule grève générale que connut la Grande-Bretagne, qui dura 10 jours et qui fut appelée en soutien aux mineurs de charbon lock-outés.

La seule grève générale de Grande-Bretagne secoua la classe dirigeante britannique sur son trône et montra brillamment comment l'action collective de la classe ouvrière peut changer la société.

Elle montra également comment la classe dirigeante, volontaire, et les leaders ouvriers, velléitaires, sont à combattre. Sans vouloir paraître trop insouciant : nous aurions pu y arriver s'il n'y avait pas eu ces casse-pieds de bureaucrates syndicaux.

La grève générale de 1926 fut l'apogée d'une lutte de classe croissante depuis la première Guerre Mondiale. Durant la guerre, les mineurs, les dockers et les cheminots formèrent la Triple Alliance (il y a vraisemblablement dans ce nom une allusion provocatrice à l'autre Triple Alliance, celle qui unissait avant la première Guerre Mondiale l'Empire allemand, l'Empire Austro-hongrois et l'Italie qui s'opposaient alors à la Triple Entente, réunissant la France, la Grande-Bretagne et l'Empire Russe – Note du CATS) qui unissait 1,5 million de travailleurs. En 1919 une confrontation acharnée fut évitée seulement par la tromperie du syndicat et du gouvernement. 1920 vit finalement une menace de grève générale pour stopper les attaques britanniques contre le nouvel « État ouvrier » russe. 1921 vit une autre confrontation après que le gouvernement ait annoncé la mise en vente des mines et que les propriétaires de mines de charbon aient instantanément introduit des baisses de salaires. 1921 vit aussi des troupes déployées dans les zones minières et plus de trahisons par les dirigeants syndicaux au cours de ce qui fut connu comme le « Vendredi Noir » lorsque les préavis de grève de solidarité furent retirés laissant les mineurs être écrasés et les salaires amputés de 10 à 40% à travers le pays. Ce fut d'une similarité effrayante avec les événements qui allaient avoir lieu, mais sur une bien plus grande échelle, cinq ans plus tard.

En 1925, le Premier Ministre conservateur, Stanley Baldwin, nomma le très profondément détesté ennemi de la classe ouvrière, Winston Churchill; célèbre pour ses activités visant à briser la grève des mineurs de 1921. Son budget d'avril 1925 avait pour but de rendre la livre équivalente au dollar et, pour ce faire, surévalua la livre de 10%. Les patrons de l'industrie devaient répercuter cette surévaluation d'une manière ou d'une autre : Quelle paye allait être réduite ? Voici un indice, ce n'était pas celle des patrons...

Les propriétaires des mines de charbon furent les premiers à annoncer des baisses de salaires. Le « Vendredi Noir » était encore un souvenir amer pour les mineurs et leurs soutiens qui avaient tenté de remettre en place une Triple Alliance. Cela était soutenu par le TUC (Trade Union Congress, le Congrès des Syndicat, la grande confédération syndicale réformiste britannique – Note du CATS) qui déclarait s'être placé « sans réserve à la disposition de la Fédération des Mineurs ». Les autres syndicats rejoignirent la Triple Alliance lorsqu'il devint clair que les travailleurs/euses à travers l'échiquier seraient touchés par ce budget. Il était clair pour tous et toutes que quelque chose d'important allait se passer. Baldwin introduisit une subvention pour maintenir durant 9 mois les mines tandis qu'une enquête au sein de l'industrie minière suivait son cours. Les enquêtes antérieures n'avaient jamais suivi les intérêts du gouvernement ou des propriétaires des mines de charbon, appelant toujours à une certaine forme de nationalisation. En réalité, les conservateurs n'étaient

pas intéressés par les rapports. C'était un stratagème pour acheter du temps pour préparer une guerre de classe acharnée. Même les syndicats savaient cela. Arthur James Cook, un ancien membre du Parti Communiste et dirigeant syndical, déclarait que « nous [les syndicats] allons devoir faire face avec la plus grande lutte... jamais connue et nous sommes en train de nous y préparer ».

On s'attendait à ce que ce soit une victoire pour les travailleurs/euses, et cela aurait pu l'être. Toutefois, le bloc principal des travailleurs/euses n'était pas l'ennemi de l'État ou des patrons, il était « l'allié » de la direction syndicale. Les leaders syndicaux étaient terrifiés par la possibilité de la grève générale. J.R. Cleynes du Syndicat des Travailleurs Municipaux et Généraux déclarait clairement « je n'ai pas peur de la classe capitaliste. La seule classe que je crains, c'est la notre ». L'éponge était sur le point d'être jetée avant que la lutte n'ait même commencée, pendant ce temps, la classe capitaliste lançait ses gants. Lloyd George avait mis sur pied le Comité de Transport et de Ravitaillement d'Urgence en 1919 et l'avait étoffé pour le « Vendredi Noir » en 1921. Il fut consolidé et rejoint par l'Organisation pour le Maintien du Ravitaillement (OMR). L'OMR était une organisation de briseurs de grève de droite qui incluait des fascistes parmi ses membres.

Et que faisait le TUC pendant que la classe dirigeante britannique se préparait pour la plus grande lutte de l'histoire syndicale britannique ? Très peu de choses. Les patrons avaient clairement dit que les mineurs seraient lock-outés le premier mai si leurs demandes n'étaient pas satisfaites. Le 27 avril 1926, 3 jours avant que la confrontation ne commence, le Conseil général du TUC se réunit pour la première fois. Le TUC demanda à parler au Premier Ministre, désespéré de trouver une sortie à ce conflit. Tandis qu'il buvait à petites gorgées du Cherry et demandait pitié aux officiels gouvernementaux, le TUC ne fit rien pour organiser les travailleurs/euses pour la bataille, alors les travailleurs/euses s'organisèrent par eux/elles-mêmes.

Le premier mai, un million de mineurs furent lock-outés et le TUC rejoignit le conflit...en se précipitant immédiatement auprès du gouvernement pour des discussions. À 23H les leaders des mineurs vinrent à la table et refusèrent le bradage ridicule négocié par le TUC. Comme un « compromis » était dessiné, l'État se retira des discussions après que les travailleurs/euses du *Daily Mail* aient organisé un arrêt de travail illégal. Le TUC, comme on pouvait s'y attendre, condamna l'arrêt de travail. Le compromis fut soumis aux leaders des mineurs qui le rejetèrent à 12 contre 6. Le Conseil Général du TUC, toutefois, était prêt à l'accepter mais découvrit que désormais le gouvernement n'écoutait plus. Le TUC était piégé dans son pire cauchemar, à la fois le gouvernement et les travailleurs/euses étaient déterminés à se battre.

L'état d'urgence fut décrété. La nourriture, le charbon et le pétrole furent stockés. Des pouvoirs dictatoriaux furent donnés à des Commissaires Civils Régionaux qui étaient prêts à entrer en action à la réception d'un télégramme. Ce télégramme fut envoyé le 2 mai. Les permissions de l'armée et de la marine de guerre furent annulées et des renforts furent envoyés en Écosse, dans les Galles du Sud, à Londres et dans le Lancashire. Des navires de guerre furent mis à quai dans toute la Grande-Bretagne. L'OMS proposa ses services au gouvernement.

Mais il y avait désormais 4 millions de travailleurs/euses en grève qui voulaient lutter. Le transport fut paralysé, particulièrement à Londres. Le 4 mai, 15 métros sur 315 circulèrent. 300 bus sur 4 400 circulaient (à la fin de la semaine, le chiffre baissa à 40), et 9 trams sur 2 000 fonctionnaient. À la fin du premier jour les travailleurs du bâtiment, les imprimeurs, les dockers, les travailleurs de la sidérurgie, de la métallurgie, de la chimie lourde, du transport et du rail étaient en grève. Tout cela tandis que le TUC restait paralysé comme un lapin dans les phares. La classe ouvrière était vraiment à la manœuvre. Rien ne bougeait à moins que les travailleurs/euses ne l'acceptent.

Churchill commença à imprimer la *British Gazette* dont le seul but était de publier des mensonges sur la grève et de répandre la propagande de la classe dirigeante. En réponse le TUC produisit le *British Worker*. Le but déclaré de ce journal était de rallier la classe ouvrière autour de la grève et d'augmenter le militantisme du mouvement. Cependant, ce qu'il fit consista surtout à réfuter les accusations de la *British Gazette* selon

lesquelles les syndicats étaient en train d'organiser la révolution. Il tenta de garder le contrôle des millions d'hommes et de femmes impliqués dans la grève. Jimmy Thomas du TUC admit à la Chambre des Communes le 13 mai que « si par hasard cela avait échappé des mains de ceux qui étaient capables d'exercer un certain contrôle, chaque homme sain sait ce qui serait arrivé... cette peur fut toujours présente à notre esprit ».

Mais localement, les travailleurs/euses étaient très bien organisés. Des Conseils d'Action furent créés et grandirent à la fois en taille et autorité au travers du pays. Ils organisaient le transport, les pickets, les loisirs et l'assistance financière pour celles et ceux dans le besoin.

East Fife (une zone côtière de l'Écosse – Note du CATS) mit sur pied une milice ouvrière qui avait 700 membres et eut des affrontements réguliers avec les forces étatiques. Dans beaucoup d'endroits, les travailleurs/euses produisirent des bulletins de grève de grande qualité. Tout ceci toutefois fut condamné par le TUC.

Le contrôle des routes, du transport et de la distribution était dans les mains des Conseils d'Action. Toutefois leur plus grand défaut fut de ne pas se coordonner nationalement.

Sans doute, ils/elles auraient pu agir comme un gouvernement alternatif et faire passer la lutte d'une bataille défensive sur la paie des mineurs à une bataille offensive à propos de qui détient le pouvoir. Cela, face à l'inactivité à la fois du TUC et du Parti Communiste, aurait été étonnant. La Russie donna au Parti Communiste britannique sa feuille de route. C'était simple : « ce n'est pas un mouvement révolutionnaire. C'est un simple conflit salarial ».

Un conflit salarial ! Une grève générale, des Conseils d'Action et un double pouvoir dans certaines parties du pays. Cela peut avoir été sur la question de la paye des mineurs mais chaque jour cela augmentait la confiance de la classe ouvrière. Le TUC, essayant de contrôler ses membres, publia une déclaration appelant les travailleurs/euses « à rester fermes, à être loyal vis à vis des instructions et de faire confiance aux leaders ». Ces leaders qui pendant tout ce temps recherchaient une sortie. Une fois qu'ils réalisèrent que la classe dirigeante n'allait pas bouger, ils virent seulement une option, se rendre complètement. Des excuses comme les gens qui retournaient au travail (alors que plus de travailleurs/euses débrayaient chaque jour) étaient utilisées pour justifier la trahison.

La nouvelle proposition ne rencontrait même pas une adhésion syndicale basique. Aucune garantie que les grévistes soient protégés de représailles, aucune garantie de négociations ultérieures et aucune garantie d'une fin du lock-out. Néanmoins, le 11 mai, après une semaine de grève qui gagnait en confiance, le TUC appela à la fin de celle-ci. Les leaders syndicaux clamèrent que « des assurances ont été données ». Des assurances ! Après la grève, 3 000 personnes furent poursuivies et les salaires amputés. La classe ouvrière avait été trahie et les patrons eurent le dessus.

Le jour après que la grève ait été suspendue, 100 000 travailleurs/euses supplémentaires l'avaient rejointe par rapport au premier jour. Ce serait une grosse erreur de confondre les faibles actions syndicales avec les travailleurs/euses. Après que la grève ait été suspendue, « l'humeur des travailleurs/euses était plus militante que jamais... le sentiment était amer – amer contre les employeurs qui menaient partout des représailles contre les fervents partisans locaux/ales de la grève, et amer contre le Conseil Général du TUC. C'était comme si la fin de la grève avait pu être le début de la révolution ». Cependant, après une semaine, sans savoir où ils/elles voulaient que la grève aille, les travailleurs/euses ne virent plus de perspectives et retournèrent au travail.

La classe dirigeante avait dépensé des centaines de millions de livres mais elle aurait perdu s'il n'y avait pas eu la campagne concertée de sabotage menée par le TUC. Si les travailleurs/euses s'étaient organisés par eux/elles-mêmes dans des organisations de base et s'ils/elles avaient eu la même vision révolutionnaire que

leurs homologues espagnolEs 10 ans plus tard, alors les résultats auraient pu être très différents. Quoi qu'il en soit, les radicaux/ales d'aujourd'hui peuvent apprendre quelques précieuses leçons de cette grande grève de 1926.

Par Libcom